

S'adapter ensemble

Une approche territoriale de la résilience et de la gestion des risques

Messages clés du CCRE

L'Europe est le continent qui connaît le réchauffement le plus rapide, les effets du changement climatique affectant de plus en plus les communautés, les infrastructures et les écosystèmes. Les vagues de chaleur, les sécheresses et les inondations sont de plus en plus fréquentes et elles sont inégalement réparties sur les territoires. Cette situation aggrave alors les vulnérabilités et exerce une pression sur les services publics locaux.

Les collectivités locales et régionales sont en première ligne pour relever ces défis : elles mettent en œuvre la plupart des mesures d'adaptation, protègent les groupes vulnérables et assurent la continuité des services essentiels. Cependant, leur capacité d'action est limitée, que ce soit par des ressources restreintes, des lacunes dans les données et une reconnaissance insuffisante dans les cadres nationaux et européens. Afin d'ancrer une approche territoriale de la résilience dans toute l'Union, l'UE doit donc renforcer leur rôle et leurs capacités.

Cette contribution au prochain Cadre Européen pour la résilience au changement climatique et la gestion des risques souligne comment l'autonomisation des collectivités locales et régionales peut permettre de surmonter ces obstacles et de renforcer la préparation globale de l'Europe.

Ainsi, le CCRE invite l'UE à :

1. **Donner plus de pouvoir aux dirigeants locaux et régionaux** : établir une trajectoire climatique commune à tous les niveaux de gouvernance, en donnant aux autorités locales et régionales le mandat et la flexibilité nécessaires pour agir.
2. **Renforcer les capacités locales** : élargir l'accès aux données, aux conseils et à l'apprentissage entre pairs, puis aider les municipalités à planifier et à mettre en œuvre des solutions d'adaptation.
3. **Garantir le financement de l'adaptation** : simplifier l'accès au financement de l'UE, acheminer les recettes du SCEQE (Système Communautaire d'échange de quotas d'émission) vers le niveau local et encourager les financements innovants tels que les obligations vertes et les investissements communs.
4. **Améliorer la préparation et la réponse** : inclure les autorités locales dans le mécanisme de protection civile de l'Union et garantir des ressources durables pour la prévention, la gestion des urgences et le relèvement.
5. **Restaurer les écosystèmes au niveau local** : soutenir la mise en œuvre par les municipalités de mesures de restauration de la nature, de solutions fondées sur la nature et de protection des sols.
6. **Garantir la résilience hydrique** : promouvoir des stratégies locales d'économie d'eau, une gestion circulaire de l'eau et une planification intégrée des bassins versants.

L'Europe est le continent qui se réchauffe le plus rapidement au monde, avec des températures qui augmentent deux fois plus vite que la moyenne mondiale. Selon des études récentes, l'Union européenne pourrait subir des pertes annuelles d'au moins 42 milliards d'euros si la tendance actuelle se poursuit, et jusqu'à 175 milliards d'euros dans le cas d'un réchauffement de 3 °C¹.

Cela souligne la nécessité urgente d'intensifier l'adaptation au changement climatique, définie par le GIEC comme « *le processus d'ajustement au climat actuel ou prévu et à ses effets* ». Si la réduction des émissions de gaz à effet de serre reste essentielle, de nombreux impacts climatiques sont désormais inévitables, même dans le cadre des trajectoires de réduction des émissions les plus ambitieuses. Ces impacts se manifestent de manière très différente d'un territoire à l'autre, même au sein d'un même État membre.

Ces impacts spécifiques à chaque lieu soulignent le rôle essentiel des collectivités locales et régionales dans la traduction des politiques d'adaptation européennes et nationales en mesures concrètes adaptées à leurs territoires. Les collectivités locales et régionales sont déjà responsables de la mise en œuvre de 90 % de toutes les mesures d'adaptation, s'appuyant sur leur expertise territoriale et leur proximité avec les communautés, pour élaborer des réponses adaptées au contexte à des risques climatiques spécifiques.²

Leur proximité avec les citoyens leur permet également de répondre directement aux besoins des groupes vulnérables, qui sont souvent touchés de manière disproportionnée par le changement climatique. Un exemple frappant est celui d'Anvers, où la ville a lancé le projet « Heat Stress Adaptation Antwerp » (Adaptation au stress thermique à Anvers), qui utilise la cartographie thermique pour identifier les risques sanitaires et cibler les interventions auprès des populations les plus exposées³.

Les impacts climatiques ont également une forte dimension sociale. En effet, les populations vulnérables, notamment les ménages à faibles revenus, les personnes âgées et les habitants des quartiers densément peuplés, sont exposés de manière disproportionnée au stress thermique, aux inondations et aux perturbations des infrastructures. Pourtant, la capacité des individus et des communautés à faire face aux chocs climatiques – leur résilience sociale – reste insuffisamment prise en compte dans les politiques d'adaptation actuelles. Les recherches menées par le Conseil scientifique néerlandais pour la politique gouvernementale soulignent que l'investissement dans les infrastructures sociales est essentiel pour soutenir la résilience des communautés, en renforçant les

¹ Feyen, L., Ciscar, J.C., Gosling, S., Ibarreta, D. & Soria, A. (eds) 2020. [Climate change impacts and adaptation in Europe. JRC PESETA IV final report](#). EUR 30180 EN. Luxembourg: Publications Office of the European Union. doi:10.2760/171121.

² Council of European Municipalities and Regions (CEMR). 2024. [Local Green Transition: Prospects for an Inclusive and Competitive Deal](#) (p. 5).

³ European Environment Agency (EEA). ["Adapting to heat stress in Antwerp \(Belgium\) based on detailed thermal mapping."](#) Climate-ADAPT Case Study, 7 April 2020.

réseaux locaux, les services sociaux et le partage d'informations accessibles⁴. Les collectivités locales et régionales sont les mieux placées pour identifier les groupes vulnérables et concevoir des mesures ciblées, mais elles ont besoin d'une reconnaissance politique et d'un soutien spécifique pour assumer pleinement ce rôle.

Néanmoins, l'intensification de ces efforts et la libération du plein potentiel des collectivités locales et régionales dépendent de la création d'un environnement favorable adéquat au niveau européen et national. Cela nécessite la mise en place de mesures horizontales visant à renforcer la gouvernance à plusieurs niveaux, à investir de manière durable dans le renforcement des capacités et à améliorer l'accès au financement, complétées par des orientations sectorielles spécifiques en matière de préparation aux catastrophes, d'écosystèmes sains et de résilience hydrique.

Facteurs horizontaux

Le renforcement de la résilience climatique dépend d'un environnement favorable solide qui permette aux collectivités locales et régionales de planifier, financer et mettre en œuvre efficacement des mesures d'adaptation. Ces facteurs horizontaux constituent le fondement d'une mise en œuvre réussie au niveau territorial. Ils comprennent des cadres de gouvernance clairs et coordonnés, des données accessibles et des capacités techniques, ainsi que des mécanismes financiers stables adaptés à l'ampleur des besoins locaux en matière d'adaptation. Il est donc essentiel de renforcer ces conditions transversales afin de libérer tout le potentiel des villes et des régions.

1. Renforcer la gouvernance à plusieurs niveaux pour améliorer la résilience climatique

Les territoires européens sont confrontés à des effets climatiques de plus en plus complexes et inégaux qui menacent la santé publique, les écosystèmes et les infrastructures. Ces effets se manifestent de manière très différente d'un territoire à l'autre, même au sein d'un même État membre. Par exemple, l'Italie illustre clairement cette dynamique puisque le sud du pays est confronté à des risques croissants de sécheresse et d'incendies de forêt, tandis que le nord est en proie à des inondations récurrentes⁵.

Ces défis sont intrinsèquement locaux, mais leur gestion nécessite des réponses coordonnées qui transcendent les frontières administratives et sectorielles, en reliant les besoins locaux à des

⁴ Dutch Scientific Council for Government Policy (WRR). [People and Climate: How Social Infrastructure Powers Adaptation](#). (2025).

⁵ Legambiente. (2021). ["Città Clima – Bilancio finale 2024"](#) (p. 3)

objectifs climatiques plus larges. Dans ce contexte, les collectivités locales sont déjà responsables de la mise en œuvre de 90 % des mesures d'adaptation, traduisant les politiques d'adaptation européennes et nationales en solutions concrètes adaptées aux besoins territoriaux spécifiques. Par conséquent, relier les besoins locaux aux politiques d'adaptation au changement climatique nécessite des cadres de gouvernance multiniveaux plus solides qui soutiennent la co-crédation de politiques avec tous les niveaux de gouvernement et apportent un soutien total à la mise en œuvre sur le terrain.

Afin de fournir une base commune pour la planification, l'Union européenne devrait adopter une trajectoire commune en matière de réchauffement climatique, offrant aux parties prenantes une référence unique pour anticiper les risques climatiques, concevoir des infrastructures résilientes et évaluer les vulnérabilités futures sur l'ensemble des territoires. Un tel cadre favoriserait à son tour une planification plus cohérente de l'adaptation, de meilleures décisions d'investissement et une gestion améliorée des risques à tous les niveaux de gouvernance.

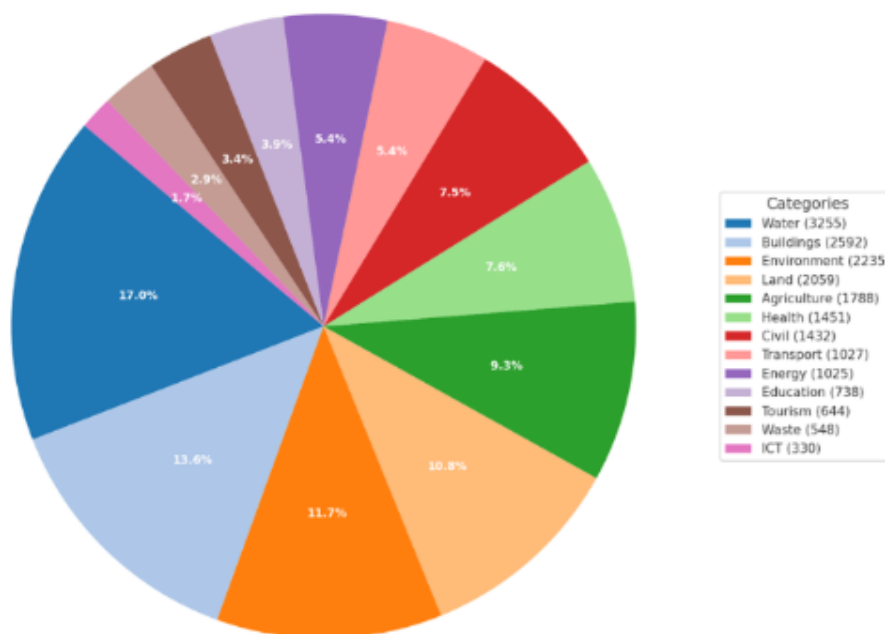
Les gouvernements nationaux doivent compléter les stratégies d'adaptation globales par des orientations claires à l'intention des autorités locales et régionales, en fournissant aux municipalités et aux régions les outils, les données et la clarté réglementaire dont elles ont besoin pour transformer les plans nationaux en actions territoriales concrètes. Dans le même temps, ces orientations ne doivent pas devenir trop normatives, car les autorités locales ont besoin d'une flexibilité suffisante pour adapter les mesures à leur contexte spécifique. Le renforcement de la gouvernance à plusieurs niveaux nécessite donc plus qu'une simple coordination : les autorités nationales fixent les orientations stratégiques, tandis que les acteurs infranationaux conçoivent et mettent en œuvre des solutions qui répondent efficacement aux réalités locales.

Le renforcement de la gouvernance à plusieurs niveaux implique également d'assurer la cohérence avec d'autres textes législatifs sectoriels pertinents de l'UE, tels que la stratégie pour la résilience de l'eau et le règlement sur la restauration de la nature, tout en garantissant la cohérence avec les politiques d'atténuation liées au pacte industriel propre. En outre, le renforcement de la gouvernance à plusieurs niveaux nécessite également de s'appuyer sur les initiatives existantes de l'UE qui engagent les collectivités locales dans l'adaptation au changement climatique, notamment la Convention des maires, dans laquelle le CCRE joue un rôle officiel de soutien depuis sa création, en fournissant des conseils pratiques aux collectivités locales adhérant à l'initiative sur la manière de mettre en œuvre leurs engagements en matière de climat.

Depuis l'intégration d'une dimension « adaptation » dans le cadre du pacte, près de 20 000 mesures d'adaptation ont été signalées par les signataires selon l'AEE, ouvrant la voie à des approches innovantes en matière de résilience climatique dans de multiples secteurs⁶. Par conséquent, l'alignement des politiques nationales et européennes sur les initiatives locales existantes constitue une stratégie cruciale pour tirer parti de cette expertise unique.

⁶ European Environment Agency, [Urban adaptation in Europe: what works?](#) EEA Report 14/2023. Luxembourg: Publications Office of the European Union, 29 April 2024.

Adaptation Measures from CoM Signatories as of 2022 (by category)



Source: European Environment Agency. Urban adaptation in Europe: what works?, 2023

2. Développer les capacités territoriales pour relever les défis climatiques

Les collectivités locales ont besoin des capacités et des ressources nécessaires pour traduire les stratégies d'adaptation au changement climatique en mesures territoriales concrètes. Une planification spatiale efficace, fondée sur des données de haute qualité, est notamment essentielle pour trouver un équilibre entre les considérations liées à l'utilisation des sols, à la résilience climatique et à la protection de la biodiversité. Cependant, les ensembles de données de l'UE et des États membres sont souvent trop généraux pour guider efficacement les décisions locales en matière d'utilisation des sols. Les gouvernements nationaux devraient donc veiller à ce que les autorités locales et régionales aient accès à des données présentant une résolution spatiale suffisante, notamment des cartes détaillées des risques d'inondation, de glissement de terrain et d'érosion, ainsi qu'à des orientations claires et à des outils pratiques pour les aider à intégrer les évaluations des risques climatiques dans les processus d'aménagement du territoire.

L'UE fournit déjà des instruments précieux tels que le portail Climate-ADAPT et le programme Copernicus, mais la plupart des collectivités locales ne connaissent pas encore ces ressources, selon la Cour des comptes. Il est donc essentiel d'améliorer leur visibilité et leur facilité d'utilisation, notamment grâce à des traductions complètes. Parallèlement, les programmes de jumelage qui établissent des partenariats entre pairs entre des municipalités confrontées à des défis climatiques comparables devraient être étendus afin d'accélérer le transfert de connaissances sur les meilleures pratiques locales.

En Norvège, l'Association norvégienne des autorités locales et régionales (KS) codirige un projet pilote, en collaboration avec des municipalités, des agences nationales et des universités, visant à développer un outil de comptabilité territoriale et environnementale permettant aux municipalités d'intégrer les données sur les écosystèmes dans l'aménagement du territoire et d'évaluer les impacts environnementaux et climatiques des projets de développement dès la phase de planification⁷. Ce projet étant encore à l'état pilote, il souligne que doter les municipalités de tels outils nécessite une évaluation minutieuse et des partenariats nationaux-locaux solides, soutenus par des investissements soutenus.

Cependant, même avec des compétences techniques plus solides, de meilleures données et des outils de planification améliorés, de nombreuses municipalités ne disposent toujours pas des capacités administratives et humaines nécessaires pour accéder au financement de l'adaptation et le gérer. La complexité des procédures de demande, le temps limité dont dispose le personnel et le caractère fragmenté des orientations empêchent souvent les autorités locales de transformer des plans bien conçus en projets financés. Le renforcement des capacités locales doit donc aller de pair avec l'amélioration de l'accès au financement. Il est donc essentiel de compléter le soutien technique par des facilitateurs financiers qui permettent aux municipalités de mettre en œuvre des mesures d'adaptation à l'échelle requise.

Le point de vue du CCRE sur la mission de l'U sur l'adaptation au changement climatique : la mission de l'UE sur l'adaptation au changement climatique s'est révélée être un instrument précieux pour mobiliser les collectivités locales et régionales, favoriser l'échange de connaissances et renforcer la coopération à travers l'Europe. Les réseaux nationaux d'adaptation illustrent comment la mission peut se traduire en une collaboration pratique entre les municipalités, les régions, les instituts de recherche et les entreprises afin de faire progresser la résilience climatique.

Toutefois, l'impact de la Mission pourrait être encore renforcé en mettant davantage l'accent sur les défis liés à la mise en œuvre et les besoins d'investissement, afin de garantir que les collectivités locales reçoivent le soutien financier et technique nécessaire pour traduire les stratégies en mesures concrètes. Une meilleure harmonisation des calendriers entre les initiatives européennes, nationales et locales contribuerait également à maximiser les synergies et à éviter les doubles emplois.

⁷ KS. "[Breitt samarbeid for å utvikle areal- og naturrekneskap.](#)" 7 October 2024

3. Mobiliser les financements publics et privés pour les mesures d'adaptations locales

L'accès au financement représente un obstacle majeur à l'intensification des mesures d'adaptation locales. Dans presque tous les États européens, les déficits des collectivités locales augmentent, ce qui accroît la pression sur les investissements. Les associations municipales allemandes prévoient un déficit de plus de 30 milliards d'euros en 2025, les réductions d'investissements limitant déjà les fonds disponibles pour l'adaptation au changement climatique. Pour remédier à cette situation, les gouvernements nationaux devraient fournir un soutien financier adéquat aux initiatives d'adaptation locales.

L'adaptation des infrastructures urbaines au changement climatique nécessite des investissements importants. Les municipalités ont besoin d'aide pour rendre les réseaux d'énergie, d'eau, de chauffage et de transport plus résilients, notamment en renforçant les réseaux électriques afin de répondre à la demande croissante liée à l'électrification, en améliorant le stockage et l'efficacité de l'eau pendant les périodes de sécheresse et en renforçant les transports publics durables.

Les investissements dans la rénovation et l'isolation des logements privés et des bâtiments municipaux sont également essentiels pour l'adaptation. Au-delà des avantages en matière d'atténuation, la rénovation améliore le confort thermique et réduit la vulnérabilité à la chaleur dans les zones urbaines densément peuplées, mais ses coûts initiaux élevés restent un défi majeur pour les autorités locales.

En raison de l'écart croissant entre les ressources disponibles et les capacités de mise en œuvre au niveau local, l'UE devrait également accroître son soutien financier aux politiques d'adaptation essentielles en réservant une partie des futurs programmes de financement aux investissements territoriaux résilients dans le cadre des négociations en cours sur le prochain budget de l'UE⁸. Le système d'échange de quotas d'émission de l'UE (SEQE) peut également constituer une autre source de financement cruciale, en consacrant une partie des recettes à des mesures d'adaptation infranationales visant à renforcer la capacité des autorités locales à protéger les communautés grâce à la mise en œuvre de mesures d'adaptation spécifiques à chaque lieu.

Le financement public ne suffira pas à lui seul à couvrir l'ensemble des besoins financiers, ce qui fait des investissements privés un élément essentiel qui ne peut être mobilisé que grâce à des mécanismes innovants de partage des risques et à des accords de cofinancement. Les collectivités locales et régionales devraient être autorisées à mobiliser des financements auprès des propriétaires fonciers publics et privés directement touchés par les risques climatiques. Si la responsabilité principale de la protection des bâtiments et des terrains incombe aux propriétaires fonciers, de nombreuses mesures d'adaptation nécessitent des solutions coordonnées qui profitent à l'ensemble des communautés, telles que les défenses contre les inondations ou les systèmes de gestion des eaux pluviales. Par conséquent, de tels mécanismes pourraient être extrêmement bénéfiques pour

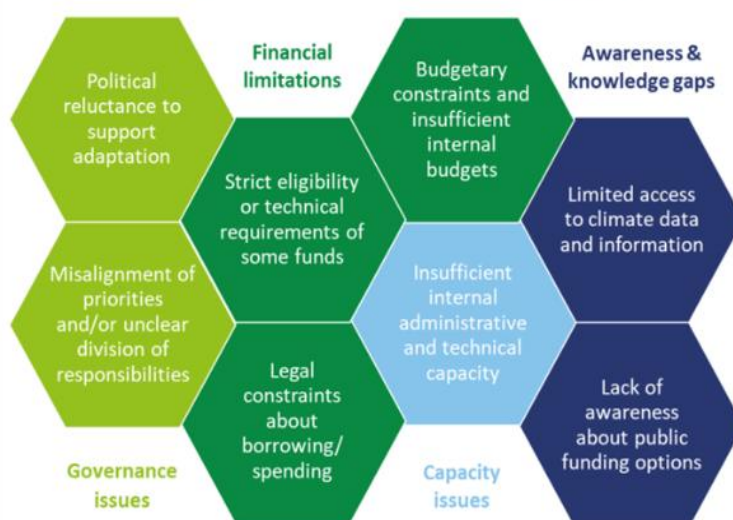
⁸ Council of European Municipalities and Regions (CEMR). [A reformed EU budget in partnership with Local and Regional Governments – Proposal MFF post-2027: CEMR Position Paper 2025](#). Brussels: CEMR, February 2025

développer les infrastructures nécessaires afin d'accroître la résilience territoriale face aux phénomènes météorologiques extrêmes.

« **Crédits nature** » : **potentiel et mises en garde.** Si les crédits nature peuvent mobiliser des financements privés pour la restauration, ils doivent compléter – et en aucun cas remplacer – la responsabilité publique en matière de coordination de la protection de l'environnement. Le CCRE demande la mise en place de garanties au niveau européen afin d'assurer la transparence, l'additionnalité et le partage équitable des bénéfices avec les communautés locales, empêchant ainsi les outils basés sur le marché de nuire à la valeur publique de la nature.

Il convient également d'encourager davantage les mécanismes financiers innovants permettant aux autorités locales d'accéder à des capitaux d'investissement à des taux d'intérêt plus bas. Si de tels mécanismes existent déjà dans plusieurs pays européens, l'exemple le plus ancien est celui de Kommuninvest en Suède⁹, une institution financière détenue conjointement qui permet aux régions et aux municipalités d'emprunter conjointement grâce à des garanties communes, émettant également des obligations vertes à grande échelle et offrant des conditions de financement favorables pour les projets locaux liés au climat et à l'environnement. Toutefois, un soutien supplémentaire est nécessaire pour développer l'utilisation de ces instruments, en particulier dans les petites municipalités et les régions où les contraintes financières sont plus aiguës, tout en apportant un soutien pour garantir la liquidité, car ces prêts doivent être remboursés à terme.

Figure 2: Key barriers for LRAs in accessing public adaptation funding



Source: *Adaptation financing mechanisms for action at the local and regional levels*, European Committee of the Regions, 2024¹⁰

⁹ <https://kommuninvest.se/eng/homepage.4.35de2c7b1900fda7e624f57.html>

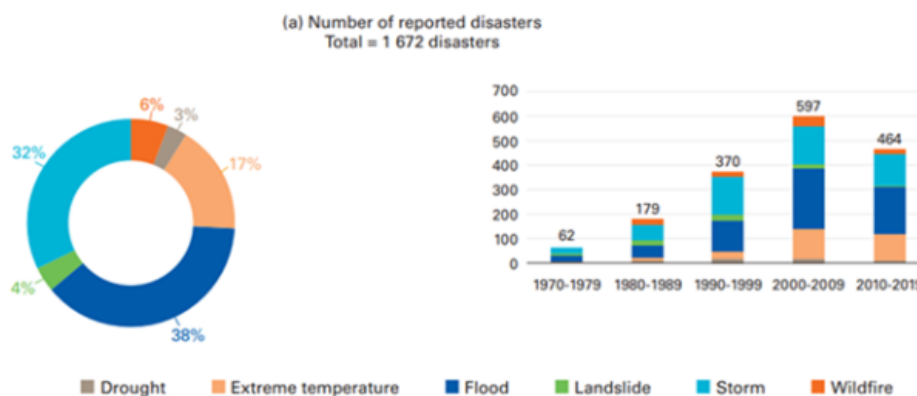
¹⁰ European Committee of the Regions, *Adaptation financing mechanisms for action at the local and regional levels*, European Committee of the Regions, 2024

Recommandations sectorielles

Le renforcement de ces facteurs horizontaux ne sera efficace que s'il s'accompagne d'actions ciblées dans les secteurs clés où les autorités locales et régionales disposent de compétences décisives. La section suivante présente donc des recommandations sectorielles axées sur la préparation, les écosystèmes et la résilience hydrique.

4. Renforcer la préparation locale pour protéger les communautés et les territoires

Selon l'Organisation météorologique mondiale, l'Europe a connu 1 672 catastrophes entre 1970 et 2019, qui ont fait 159 438 morts et entraîné des pertes économiques s'élevant à 476,5 milliards de dollars américains¹¹. Les phénomènes météorologiques extrêmes devenant plus fréquents, plus intenses et plus imprévisibles, ces chiffres déjà importants devraient augmenter fortement, ce qui souligne l'urgence de renforcer la préparation face à des risques croissants.



Source: World Meteorological Organization. *Atlas of Mortality and Economic Losses from Weather, Climate and Water Extremes (1970–2019)*, 2021

Les collectivités locales et régionales ont un rôle clé à jouer dans le renforcement de la résilience de l'UE face aux catastrophes climatiques. Au-delà de la coordination de la réponse initiale et, dans certains cas, de la prévention, les autorités locales assurent la continuité des services publics essentiels tels que les transports, l'eau et l'énergie. Néanmoins, malgré leur rôle crucial, les collectivités locales restent souvent sous-représentées dans les stratégies nationales d'adaptation et les cadres politiques au niveau de l'UE. Par conséquent, il est essentiel de renforcer les mécanismes

¹¹ World Meteorological Organization. [Atlas of Mortality and Economic Losses from Weather, Climate and Water Extremes \(1970–2019\)](#). Geneva: WMO, 2021

de coordination et la participation des autorités locales à la gestion des crises afin d'atténuer l'impact des catastrophes.

La coopération transfrontalière et horizontale est tout aussi importante, car les risques climatiques transcendent les frontières administratives. D'où l'importance d'améliorer la coordination entre tous les niveaux de gouvernement grâce à des plans d'urgence conjoints et à l'échange systématique des meilleures pratiques. Les initiatives de l'UE destinées aux collectivités locales, telles que la Convention des maires et la Mission « Adaptation au changement climatique », offrent des cadres solides pour une telle coopération. Néanmoins, leur potentiel reste limité par des mandats restreints et des ressources financières insuffisantes.

Selon la Banque centrale européenne, seul un quart des pertes liées aux catastrophes climatiques sont actuellement assurées¹². Cet écart de couverture devrait encore se creuser, car la hausse des primes rend l'assurance de plus en plus inaccessible pour de nombreuses municipalités à travers l'Europe, les privant ainsi d'une ressource financière vitale pour la reconstruction après une catastrophe.

Il est essentiel de renforcer la capacité des infrastructures critiques à résister aux perturbations liées au climat afin de garantir la fourniture des services essentiels, indispensables à la protection des communautés et au maintien de la stabilité sociale. L'UE devrait donc aider les municipalités et les régions à évaluer les risques climatiques pour les services publics et à investir dans la modernisation des infrastructures, la planification d'urgence et les outils numériques qui améliorent la continuité des services.

Dans le cadre du nouveau cadre financier pluriannuel, le mécanisme révisé de protection civile de l'Union (UCPM) offre une autre occasion cruciale de renforcer la résilience de l'Europe aux catastrophes liées au climat, en prévoyant 11 milliards d'euros pour améliorer les systèmes d'alerte précoce et les évaluations des risques pour la période 2028-2034. Néanmoins, l'UCPM doit devenir un véritable instrument à plusieurs niveaux afin de produire des résultats tangibles sur le terrain. Cela implique d'associer activement les collectivités locales et régionales à l'élaboration des stratégies, tout en leur fournissant les ressources nécessaires pour garantir leur mise en œuvre complète.

Pour renforcer la résilience climatique de l'Europe, il est donc essentiel de positionner les collectivités locales comme des partenaires stratégiques dans la préparation et la réponse aux catastrophes. Pour y parvenir, il faudra mettre en place des structures de gouvernance intégrées, des stratégies d'investissement à long terme et des partenariats financiers innovants qui, ensemble, offriront aux municipalités la flexibilité et la stabilité dont elles ont besoin pour protéger leurs communautés face à des risques climatiques de plus en plus complexes.

¹² European Central Bank & European Insurance and Occupational Pensions Authority. [Policy options to reduce the climate insurance protection gap – Discussion Paper](#). Avril 2023

5. Écosystèmes sains : renforcer la résilience fondée sur la nature à travers les territoires

En Europe et dans le monde entier, les écosystèmes sont soumis à une pression croissante. Selon l'Agence européenne pour l'environnement, plus de 80 % des habitats naturels européens sont en mauvais état de conservation, tandis que le Forum économique mondial classe la perte de biodiversité parmi les cinq principaux risques mondiaux pour la société. Des écosystèmes sains sont essentiels à l'adaptation : les zones humides absorbent les eaux de crue, les forêts stabilisent les sols et régulent les températures, et les écosystèmes côtiers protègent contre l'érosion et les tempêtes. Dans les zones urbaines, il est également essentiel de développer des infrastructures vertes et perméables et de déployer des solutions fondées sur la nature afin de réduire les îlots de chaleur urbains, de gérer les eaux de surface et d'améliorer la résilience face aux phénomènes climatiques extrêmes. Or, la dégradation des écosystèmes a réduit la capacité de la nature à fournir ces services essentiels, rendant les effets du changement climatique plus graves et plus coûteux. Investir dans la restauration de la nature pourrait générer jusqu'à 38 euros de bénéfices économiques pour chaque euro dépensé, ce qui souligne le rôle essentiel des écosystèmes sains dans la stratégie d'adaptation de l'Europe et dans le pacte vert.

Les collectivités locales et régionales jouent un rôle essentiel dans la traduction des objectifs environnementaux de l'UE en actions locales, car elles déterminent le fonctionnement des terres et des écosystèmes. Leur proximité avec les citoyens leur permet d'adopter des approches intégrées et adaptées au contexte local, mais elles se heurtent à des obstacles : gouvernance fragmentée, expertise limitée et financement instable. Il est donc essentiel de donner aux collectivités locales et régionales les moyens de mener à bien la restauration des écosystèmes afin d'atteindre les objectifs de l'UE fixés dans la loi sur la restauration de la nature et d'apporter des avantages concrets en matière de résilience aux citoyens.

Législation sur la nature et solutions fondées sur la nature : de l'ambition à la mise en œuvre

Si le règlement sur la restauration de la nature et la stratégie de l'UE en matière de biodiversité ont fixé des objectifs ambitieux, leur mise en œuvre au niveau local reste difficile. De nombreuses municipalités ont du mal à intégrer les solutions fondées sur la nature (NbS) dans l'aménagement urbain et régional en raison de la complexité des procédures d'autorisation, du manque d'orientations techniques et de l'absence de financement stable. En outre, les coûts d'entretien à long terme dépassent souvent les budgets des projets, ce qui compromet la durabilité des efforts de restauration.

Pour garantir une mise en œuvre efficace, les priorités nationales doivent être clairement définies et une flexibilité réglementaire suffisante doit être accordée aux autorités locales et régionales. Cela leur permettrait de concevoir et d'adapter des solutions équilibrées qui favorisent à la fois la restauration des écosystèmes et le développement économique et social local.

Le CCRE invite donc la Commission européenne et les États membres à :

- Fournir des orientations claires et un soutien technique pour la mise en œuvre locale de la NRR, y compris des mécanismes de coordination entre les niveaux national, régional et local ;
- Garantir un financement prévisible pour l'ensemble du cycle de vie des NbS – de la conception à la maintenance – grâce à la politique de cohésion de l'UE, au programme LIFE et à d'autres programmes ;
- Promouvoir la coopération transfrontalière et intercommunale afin de renforcer la connectivité bleue-verte et d'atteindre les objectifs de restauration à l'échelle du paysage

Des sols sains, fondement de la résilience des écosystèmes

La dégradation des sols touche 60 à 70 % des sols européens, sous l'effet de l'urbanisation, de l'agriculture intensive et de la pollution. Des sols sains sont essentiels au bon fonctionnement des écosystèmes, à la régulation de l'eau et à la sécurité alimentaire, mais leur protection reste fragmentée entre les différents domaines politiques. Les collectivités locales et régionales sont confrontées à des conflits croissants en matière d'utilisation des sols, car elles doivent trouver un équilibre entre le déploiement des énergies renouvelables, le logement et les besoins agricoles.

Dans la région de Bruxelles-Capitale, des initiatives telles que le projet ArchiSols et la stratégie « Good Soil » montrent comment une meilleure connaissance des sols peut favoriser l'adaptation locale au changement climatique¹³. En intégrant les données sur les sols dans l'aménagement du territoire et le développement urbain, les autorités locales peuvent réduire les risques d'inondation, limiter l'imperméabilisation des sols et renforcer les solutions fondées sur la nature.

Pour remédier à cette situation, le CCRE exhorte l'UE à soutenir les municipalités et les régions dans la mise en œuvre de la future loi sur la surveillance des sols en :

- Fournissant des outils techniques et de renforcement des capacités pour intégrer les indicateurs de santé des sols dans l'aménagement du territoire et la planification Agricole ;
- Encourageant le recyclage des terres et en limitant l'imperméabilisation des sols grâce à des incitations dans les cadres de financement européens et nationaux ;
- Promouvant l'échange de connaissances entre les autorités locales sur les pratiques efficaces de restauration et de gestion des sols.

En plaçant les écosystèmes — des sols aux forêts en passant par les zones humides — au centre des politiques d'adaptation, l'Europe peut construire des territoires résilients, inclusifs et durables, capables de résister aux chocs climatiques futurs

¹³ Brulocalis, [Traité d'Union n° 143 p. 14](#), mai-juin 2025

6. Résilience hydrique : préserver la ressource la plus vitale de l'Europe

Les crises récentes, des sécheresses estivales dans le sud de l'Europe aux inondations urbaines en Europe centrale, montrent que la gestion de l'eau doit être une pierre angulaire du programme européen d'adaptation au changement climatique. Les sécheresses, les inondations et le vieillissement des infrastructures hydrauliques menacent de plus en plus les communautés, les écosystèmes et les économies locales. La stratégie de résilience hydrique de la Commission européenne adoptée en 2024 identifie à juste titre les autorités locales et régionales comme des acteurs centraux dans la mise en place d'une gestion durable de l'eau, garantissant un approvisionnement en eau sûr, la prévention des inondations et une utilisation durable de l'eau. Toutefois, le succès de cette stratégie dépendra d'une coordination efficace, d'un financement prévisible et d'un soutien aux solutions locales qui relient les systèmes urbains et ruraux ¹⁴.

Le CCRE, dans le cadre du partenariat de **l'Agenda urbain pour l'UE sur les villes sensibles à l'eau**, aide les collectivités locales et régionales à créer et à mettre en œuvre des politiques et des outils qui favorisent la gestion durable de l'eau dans les zones urbaines, tels que les infrastructures vertes et bleues, les systèmes de drainage durables et l'urbanisme adapté au climat. Cet engagement démontre la valeur ajoutée d'une coopération à plusieurs niveaux pour atteindre les objectifs de résilience de l'UE.

¹⁴ Council of European Municipalities and Regions (CEMR), "[EU Water Resilience Strategy: Enhancing sustainability and adaptation through effective governance and cooperation with municipalities and regions](#)", 31 January 2025

Le leadership local dans un effort d'adaptation mondial

Les collectivités locales et régionales sont en première ligne des efforts d'adaptation de l'Europe. Le CCRE appelle l'UE à reconnaître leur leadership et à leur fournir les outils, les politiques, les financements et les cadres de gouvernance nécessaires pour agir efficacement en coordination avec les autres parties prenantes concernées.

Cependant, la crise climatique offre également l'occasion de transformer les politiques en politiques vertes dans les pays partenaires, car l'adaptation au changement climatique est également un défi mondial commun qui nécessite une collaboration au-delà des frontières de l'Europe. Grâce à la coopération décentralisée, les municipalités et les régions européennes peuvent échanger leur expertise, développer des actions entre pairs, développer des partenaires de soutien au renforcement des capacités dans les territoires vulnérables et promouvoir des modèles d'adaptation locaux dans le monde entier. Le renforcement de ces partenariats contribue à la résilience mondiale tout en réaffirmant le rôle des collectivités locales et régionales en tant qu'acteurs clés de la solidarité internationale en matière de climat.

Alors que le cadre intégré pour la résilience climatique et la gestion des risques en Europe prend forme, ce document d'orientation offre une occasion opportune de garantir que les villes et les régions ne soient pas seulement des exécutants, mais aussi des partenaires stratégiques dans la conception, le financement et le suivi des mesures de résilience. Cette coopération étroite permettra à l'UE de transformer l'adaptation d'un objectif politique en une action locale concrète.

Contact:

Edoardo BODO, Edoardo.bodo@ccre-cemr.org

Axelle GRIFFON, Axelle.griffon@ccre-cemr.org

À propos du CCRE :

Le Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE) est la plus ancienne et la plus vaste association européenne de gouvernements locaux et régionaux. Nous sommes la seule organisation qui regroupe 60 associations nationales de collectivités territoriales, couvrant 41 pays européens.

Nous aidons les villes, communes et régions à construire des communautés pacifiques, inclusives, justes et résilientes, en portant leur voix sur la scène européenne et internationale. Notre objectif est de donner aux responsables locaux tous les outils nécessaires pour mener la transition durable de leurs territoires et faire face efficacement aux défis mondiaux.

Le CCRE est également la section européenne de l'organisation mondiale Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU).



Fondation
du CCRE

1951



associations nationales
de gouvernements
locaux et régionaux

60



pays

41



gouvernements
locaux et régionaux

110.000



représentants
locaux élus

1.000.000



Council of European Municipalities and Regions
Conseil des Communes et Régions d'Europe

+ 32 2 511 74 77 \ info@ccre-cemr.org \ www.ccre-cemr.org

Scannez le code QR et suivez-nous sur les réseaux sociaux

